

# Dette : deux mots à Ivan Rioufol, éditorialiste au Figaro.

Posté le : 21 janvier 2012 16:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Attitudes, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Les lecteurs du Figaro connaissent bien Ivan Rioufol ainsi que les spectateurs des diverses chaînes de débats télévisés de la TNT (télévision numérique terrestre). Cet éditorialiste aime bien fustiger les politiques. Il n'aime pas leur "droit de l'hommisme", leur "politiquement correct", leur trop grand souci vis-à-vis des immigrants, leur incapacité à voir les dangers de l'islamisme, leur peu d'ardeur à identifier les vrais problèmes de la société et à les corriger. Pour lui les Français sont des "citoyens abandonnés" par les vilaines élites politiques mondialisées. Zemmour-Rioufol même combat !

Dans son éditorial du 20 janvier 2011 il s'en prend violemment aux politiques à qui "il reste à affronter leurs erreurs passées" en matière de libéralités diverses qui ont conduit à un endettement suffocant. C'est un thème que nous explorons si souvent que nous ne saurions lui en faire grief. La charité publique sans limite avec l'argent des autres qu'il soit prélevé ou emprunter a bien mis la France dans une situation impossible.

Nous aimerions même qu'Ivan Rioufol et ses amis du Figaro aillent plus loin : qu'ils comparent sur les quarante années passées la croissance de la valeur ajoutée des entreprises privées et celles des dépenses publiques. Ils verraient que nous en sommes arrivés au point où la dépense publique dépasse la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand privé ! Cela veut dire que même si les entreprises cessaient d'amortir leurs machines, les salariés de toucher leurs salaires, les capitalistes de toucher leurs profits, et donnaient tout à l'état, absolument tout, cela ne suffirait pas à payer les dépenses publiques.

Il est sûr qu'on est dans le mur et que pour en sortir il n'y a qu'une solution : diminuer drastiquement la dépense publique. Le dernier plan Fillon qui propose 10% de réduction de dépenses publiques contre 90% d'augmentation d'impôts n'est visiblement pas dans le bon axe. Il est vrai que Le Figaro malgré son optique pro gouvernementale l'a remarqué.

Il faut bien à la France la "kartoffelkur" que les Danois ont réalisé, après les Canadiens, les Suédois, les Néozélandais, et même les Allemands dans une certaine mesure. Pendant près de 20 ans ces succès ont été totalement passés sous silence dans la presse nationale quotidienne. Qu'ils viennent aujourd'hui à la surface de leurs pages, bravo ! Ils n'avaient aucune vocation à rester dans la seule blogosphère.

Vous avez raison M. Rioufol. Il serait absurde pour les politiques des partis de gouvernement de "faire taire les enquiquineurs à calculette". Nous en sommes ! Dénoncer publiquement les "vérités interdites" est une excellente initiative.

Nous avons décidé de vous y aider en abordant un aspect qui vous intéresse et que vous n'avez pas encore traité, sans doute par simple oubli : les subventions à la presse. Ces subventions sont vertigineuses par leur nombre, leur ampleur, leur croissance. Elles ont largement contribué à la dérive de la dépense publique et de la dette que vous dénoncez de façon si juste. Le président Sarkozy, en dépit de sa volonté de rupture et M. Fillon son premier Ministre, malgré l'état de faillite

qu'il avait diagnostiqué, n'ont pas remis en cause ces libéralités. Au contraire ils ont massivement activé la "pompe à phynances" pour vous gorger de subventions.

Il n'y a pas un seul acteur de la vie d'un journal, qu'il s'agisse de ses propriétaires, de ses journalistes, de ses ouvriers, de ses distributeurs, de ses supports qui ne soit grassement subventionné.

Pourtant lorsqu'on regarde le capital des grands journaux on ne voit guère la justification de ces libéralités. Le Figaro est détenu par M. Serge Dassault, très estimable milliardaire, vivant encore largement en symbiose avec l'Etat. Le Monde est entre les mains de M. Lagardère dont la fortune s'est constituée également dans les canons et la connivence publique et d'un trio de milliardaires moins marqués dans les armes mais tout aussi milliardaires. M. Xavier Néel a fait fortune dans les messageries pornographiques et le Minitel, la plus belle innovation technocratique française, avant d'investir dans le téléphone et désormais Internet. M. Bergé est un socialiste milliardaire anciennement spécialisé dans l'exploitation et la promotion des grands talents artistiques comme MM. Bernard Buffet et Yves Saint-Laurent. M. Pigasse est un candidat milliardaire façon Lazard, avec tonalité Rocker. Libération est amicalement soutenu par un Rothschild peu connu pour son manque de moyens. Le Nouvel Obs est entre les mains d'un milliardaire discret mais puissant, Claude Perdriel. L'arrivée de Mitterrand lui a permis de racheté le Vivier, cette belle propriété qui a servi à tourner le film Le Président avec Jean Gabin et dont la valeur aujourd'hui doit tourner autour de 10 millions d'Euros. On pourrait continuer ad libitum avec les autres magazines (Marianne, ...) et la presse régionale (Jean Michel Baylet, le fameux "veau élevé sous sa mère", et son groupe politico capitaliste de la Dépêche), dont aucun des propriétaires n'est spécialement pauvre. Les saga Amaury ou Hersant, le "papivore", prouvent qu'on a pu encore faire fortune en partant de rien dans le domaine de la presse. Pourquoi des subventions ?

L'observation des rémunérations des journalistes n'inspire guère plus de pitié. Le temps du journaliste famélique est terminé depuis longtemps. Le recrutement ne se fait plus dans les rangs anciennement innombrables des non-titulaires du Baccalauréat et des farceurs à belles plumes. Sortir de "Normale Sup" est désormais de mise pour diriger une rédaction que ce soit de la variante Saint Cloud pour Nicolas Demorand ou Sèvres pour Christophe Barbier. Les meilleurs éditorialistes ou chroniqueurs ont rapidement compris les énormes possibilité du multimédia et du "vu à la télé". On voit leur "bobine" partout. Leurs livres sont partout en devanture des librairies. L'exemple d'Alain Duhamel participant allègrement aux médias écrits (livres et un nombre étonnant de journaux en province, radios, télévision) a été suivi par pratiquement tout le monde, y compris les belles plumes du Figaro. Où ne voit-on pas Yves Thérard ? Le succès poly médiatique récent d'un Eric Zemmour est tout à fait spectaculaire. Vous-mêmes M. Rioufol... Rassurez vous, nous ne visons pas le Figaro spécialement : ce fut pareil pour le Monde et les fortunes de Jean Marie Colombani ou de son mauvais diable, aujourd'hui à Médiapart, Edwy Plenel, sont là pour le confirmer.

Cet enrichissement est une excellente chose. Il est du largement aux talents des journalistes concernés. Mais en quoi justifie-t-il que ces activités soient subventionnées par l'Etat et les revenus des journalistes détaxés, ces avantages étant payés notamment par les pauvres qui paient la TVA ?

On pourrait dire la même chose des non journalistes travaillant pour les journaux. Les ouvriers du livre sont une catégorie de salariés particulièrement chouchoutée avec un temps de travail très réduit, parfois nul, des avantages innombrables et des salaires souvent mirobolants. Les propriétaires des journaux ont choisi de pactiser avec le Syndicat du Livre en s'entendant sur le dos des contribuables pour faire financer une partie de leurs abus par l'impôt.

Un seul propriétaire s'est révolté contre les abus du Livre CGT : Emilien Amaury, il y a bien longtemps. Il n'a pas été soutenu et au contraire condamné par tous les autres propriétaires,. Son

combat a sans doute un lien avec sa mort. Le Parisien aura le lendemain de son décès ce titre éloquent : "le cheval d'Emilien Amaury sort indemne d'un accident". Rappelons que la CGT fera de ce combat une bagarre de chiffonniers allant jusqu'à la mort d'autres hommes. Le courage d'Amaury aura été bien solitaire.

On pourrait légitimement penser que parmi les erreurs passées des gouvernements successifs vous alliez dénoncer, M. Rioufol, cette abondance de subventions aussi massives que dénuées de justification. On attendait des articles vengeurs avec des titres comme : "Non l'état n'a pas à payer pour les riches quand ils sont propriétaires de journaux" ; "Non ce n'est pas à l'état de payer la conversion au numérique de la presse", "Non ce n'est pas à l'état de nous aider à financer les contrats fous que nous avons passé avec les ouvriers du livre", "Nous ne voulons plus de subventions à la distribution des journaux", etc. Vous auriez pu tenir au moins un an avec un philippique de ce genre chaque semaine.

Mais là, rien. Le silence complet. On regarde ailleurs en sifflotant. "Les pratiques frauduleuses à la limite de la voyoucratie" des Ouvriers du Livre ne méritent pas d'être aérées dans votre éditorial. Le "frein à la modernisation libérale du pays" que constituent les impôts versés aux journalistes et aux propriétaires de journaux n'existe pas. Serait-ce une de ces "vérités interdites" ?

La cohérence voudrait que vous auto-dénonciez les subventions et avantages publics qui baignent votre activité. Mais vous ne le faites pas M. Rioufol. Partout dans la presse ou dans les médias radio télévisés on n'entend parler que de la spécificité de la culture, qui doit être massivement aidée, de la fragilité des journaux, qui doit être compensée par l'impôt, pour que le débat public ait lieu. La collectivité des journalistes considère que l'Etat doit avoir une politique de soutien "à la démocratie", c'est-à-dire à eux. Les journaux ont un "droit à" la subvention publique sans limite. Leur pouvoir de nuisance est très bien compris par les politiques qui de tout temps et en particulier dans la période récente de surendettement des Etats ont multiplié les arrosages fiscalisés ou pris directement sur la dette.

L'endettement de la France provient pour partie de l'acharnement des journalistes et des propriétaires de journaux à obtenir des subventions et des avantages. La désintoxication générale passe aussi par le démantèlement de tous ces dispositifs.

On s'attend d'ailleurs à ce que le Figaro commence une campagne en ce sens dès lundi prochain. Merci de vous atteler Monsieur Ivan Rioufol à l'éradication de ce compartiment du "modèle français" dont vous dénoncez si bien les autres composantes. Nous, ici, on vous soutiendra

Sylvain Dieudonné pour le Cercle des économistes e-toile.